

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE**

Unité Départementale du Havre  
Équipe Territoriale

**24 DEC. 2019**

**Arrêté du**

**mettant en demeure la société HETTIER au Havre de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1er avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2009 délivré à la société HETTIER pour l'exploitation d'une station de transit de résidu urbain et de déchets industriels banals provenant d'installations classées et d'activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliage de résidus métalliques sur la commune du Havre ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 novembre 2019 ;
- Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant.

**CONSIDÉRANT**

que la société HETTIER exploite des installations de réception, broyage, et tri des métaux situées sur la commune du Havre, activité dûment autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 ;

qu'un incendie s'est déclaré sur le site de la société HETTIER le 23 octobre 2019 ;

que la société HETTIER n'a pas informé l'inspection de l'incendie contrairement à ce que prescrit l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 ;

que les eaux d'extinction n'ont pas été contenues dans un bassin de confinement avant rejet dans le milieu naturel comme prescrit à l'article 7.7.8 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 ;

que lors de la visite du 24 octobre 2019, l'inspecteur a constaté que la procédure en cas d'incendie, ne contient pas les consignes permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de la pollution vers le milieu extérieur, ce qui constitue un écart à l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HETTIER de respecter les prescriptions des articles 2.5.1, 7.7.8, 7.7.6 de l'arrêté préfectoral de l'exploitant en date du 26 octobre 2009, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société HETTIER dont le siège social est situé 15 rue Pétrarque, 75016 Paris est mise en demeure de, sous 15 jours:

- mettre à jour sa procédure d'alerte avec le numéro de téléphone de l'astreinte DREAL ;
- mettre à jour la procédure en cas d'incendie en y intégrant les consignes permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de la pollution vers le milieu extérieur.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, le maire de la commune du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société HETTIER.

Fait à ROUEN, le

**24 DEC. 2019**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
le secrétaire général,



Yvan CORDIER